

STATUTS

UNIVERSITÉ DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Adoptés dans leur version initiale par délibération n° CA/2008-83 du 11 décembre 2008.

Modifiés par :

- Délibération n° CA/2015-56 du 8 décembre 2015 ;
- Délibération n° CA/2021-41 du 7 décembre 2021 ;
- Délibération n° CA/2022-10 du 7 juin 2022.

NB : Les articles de code apparaissant dans le texte sans mention de leur code d'origine sont des articles du code de l'éducation

SOMMAIRE

TITRE I - L'UNIVERSITÉ ET SES MISSIONS	4
Article 1 : Établissement public national	4
Article 2 : Autonomie de l'université	4
Article 3 : Formation initiale et continue	4
Article 4 : Recherche	4
Article 5 : Orientation et insertion professionnelle	5
Article 6 : Ouverture sur l'environnement, la Polynésie, le Pacifique, le monde	5
TITRE 2 - COMPOSITION DE L'UNIVERSITÉ	5
Article 7 : Composantes (L.713-1)	5
Article 8 : Règles applicables aux départements et laboratoires (L.713-1)	6
Article 9 : L'INSPE (L.721-3)	6
Article 10 : La bibliothèque universitaire	6
TITRE 3 - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'UNIVERSITÉ	7
Article 11 : Gouvernance (L.712-1 et L.773-2)	7
Sous-titre 1 : Organes centraux	7
Chapitre 1 : Le président de l'université	7
Article 12 : Rôle et attributions du président (L.712-2)	7
Article 13 : Élection du président (L.712-2)	8
Article 14 : Mandat du Président – empêchement – cessation de fonctions	9
Article 15 : Vice-présidents	9
Article 16 : Bureau et conseil des directeurs de composantes (L.712-2, L.713-1)	10
Article 17 : Délégation de signature	11
Chapitre 2 : Le conseil d'administration	11
Article 18 : Rôle et attributions du conseil d'administration (L.712-3 IV)	11
Article 19 : Composition du conseil d'administration (L.712-3 et L.773-2)	12
Article 20 : Élection des représentants des personnels	12
Article 21 : Élection des représentants des usagers	14
Article 22 : Désignation des personnalités extérieures (L.712-3 II ; L.773-2)	14
Chapitre 3 : Le conseil académique	15
Article 23 : Conseil académique (L.712-4)	15
Article 24 : Commission de la recherche du CAc (L.712-5, L.773-2)	16
Article 25 : Commission de la formation et de la vie universitaire du CAc (L.712-6, L.773-2) ...	17
Article 26 : Section du CAc compétente à l'égard des relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des enseignants-chercheurs (IV de L.712-6-1)	18
Article 27 : Sections disciplinaires du CAc (R.712-9, R.811-10)	18
Article 28 : Élection des membres du conseil académique (L.719-1)	19
Article 29 : Comité électoral consultatif (D.719-3)	21
Chapitre 4 : Autres organes	21
Article 30 : Conseils de perfectionnement (L.611-2)	21
Article 31 : Référents	22



Sous-titre 2 : Instances professionnelles	23
Article 32 : Comité technique.....	23
Article 33 : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail	24
Article 34 : Comité social d'administration.....	24
Article 35 : Formation du comité social d'administration spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail	26
Article 36 : Commissions paritaires d'établissement	26
Article 37 : Commission consultative paritaire compétente à l'égard des contractuels de l'UPF (D. n° 86-83 du 17/01/1986)	27
TITRE IV – DISPOSITIONS FINALES.....	27
Article 38 : Révision des statuts	27
Article 39 : Entrée en vigueur des statuts.....	27



TITRE I - L'UNIVERSITÉ ET SES MISSIONS

Article 1 : Établissement public national

L'université de la Polynésie française (UPF) est un établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel. Établissement public national d'enseignement supérieur et de recherche, l'UPF jouit de la personnalité morale et de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière.

Elle a son siège à Punaauia (Tahiti).

Article 2 : Autonomie de l'université

L'UPF assure les missions du service public de l'enseignement supérieur fixées par l'article L.123-3 du code de l'éducation.

Elle définit sa politique de formation, de recherche et de documentation dans le cadre de la réglementation nationale et dans le respect du contrat pluriannuel d'établissement qu'elle signe avec le ministre chargé de l'enseignement supérieur sur la base de son projet et des objectifs nationaux (L.711-1).

Le contrôle de la légalité de ses actes est assuré directement par le ministre de l'enseignement supérieur qui exerce les compétences dévolues au recteur-chancelier (L.773-3).

L'UPF a pour partenaire principal la Polynésie française, collectivité d'outre-mer dotée de l'autonomie, que la loi organique du 27 février 2004 associe à l'élaboration des contrats d'établissement et qui détermine avec l'État la carte de l'enseignement universitaire et de la recherche.

Article 3 : Formation initiale et continue

L'UPF assure la formation initiale et participe à la formation continue, en étroite liaison avec la recherche. Elle dispense des enseignements fondamentaux, scientifiques, culturels et professionnels. Dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de site pour la formation supérieure, elle organise son offre de formation en liaison avec les milieux professionnels (L.123-4) et la Polynésie française.

Elle délivre des diplômes nationaux sanctionnant les connaissances, les compétences et les éléments de qualification professionnelle acquis, permettant aux étudiants d'obtenir les grades de licence, master et de doctorat. Elle peut en outre délivrer des diplômes d'établissement (L.612-1).

L'UPF concourt à la formation des cadres de la Polynésie française, nécessaire au progrès social, économique et culturel, tant par la formation initiale que par la formation continue et la validation des acquis de l'expérience, notamment à la formation des élus locaux.

Elle assure la formation initiale et continue des enseignants du premier et du second degré, notamment au sein de l'Institut national supérieur du Professorat et de l'Éducation, composante de l'UPF, en liaison avec l'État et la Polynésie française.

Article 4 : Recherche

L'UPF s'attache à développer et à valoriser la recherche. Elle favorise la formation à la recherche et par la recherche. Elle assure la diffusion des connaissances et des résultats de la recherche au service de la société. Cette dernière repose sur le développement de l'innovation, du transfert de technologie lorsque celui-ci est possible, de la capacité d'expertise et d'appui aux associations et fondations, reconnues d'utilité publique, et aux politiques publiques menées pour répondre aux défis sociétaux, aux besoins sociaux, économiques et de développement durable.

Elle contribue à la politique de développement scientifique et technologique en liaison avec les organismes de recherche, l'État et la Polynésie française.



L'UPF participe à l'étude et à la mise en valeur des éléments du patrimoine polynésien.

Dans le cadre du contrat pluriannuel d'établissement, le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche reconnaît les structures de recherche et accrédite son école doctorale.

Afin de répondre aux besoins de recherche propres à la Polynésie française, en cohérence avec les besoins économiques et sociaux locaux, l'UPF coordonne la politique de site en matière de recherche, notamment en organisant une conférence trimestrielle permettant les échanges et la complémentarité entre ses laboratoires et l'ensemble des organismes de recherche implantés en Polynésie française (L.773-4).

Article 5 : Orientation et insertion professionnelle

L'UPF concourt à l'orientation active des lycéens qui, ayant sollicité une préinscription, bénéficient du dispositif d'information et d'orientation qu'elle a mis en place en concertation avec les lycées et le ministre de l'éducation de la Polynésie française. Elle organise à chaque rentrée l'accueil des étudiants nouvellement inscrits (L.612-3).

L'UPF prend toute initiative facilitant le choix des formations ainsi que la réorientation des étudiants, notamment à la fin du premier semestre. Elle diffuse la plus large information sur le contenu des études supérieures et le type de fonctions et d'activités auxquelles elles préparent.

L'UPF contribue à l'orientation, la promotion sociale et à l'insertion professionnelle des étudiants qui reposent sur leur projet, leurs aspirations et leurs capacités, en liaison avec les milieux professionnels et les autorités de la Polynésie française.

Elle rend publique des statistiques comportant des indicateurs de réussite aux examens et aux diplômes, de poursuite d'études et d'insertion professionnelle des étudiants (L.612-1).

Article 6 : Ouverture sur l'environnement, la Polynésie, le Pacifique, le monde

L'UPF développe la coopération internationale en contribuant aux débats d'idées et aux rencontres des cultures. Elle concourt à l'accueil d'étudiants et de chercheurs étrangers, en priorité de la région Pacifique. Elle facilite le séjour, les études et les recherches de ses étudiants, enseignants et chercheurs dans les universités avec lesquelles elle se lie par convention.

L'UPF concourt à la diffusion de la culture humaniste en particulier à travers le développement des sciences humaines et sociales, et de la culture scientifique, technique et industrielle. Elle développe une documentation moderne et intégrée dans les réseaux locaux, régionaux, nationaux et internationaux.

Elle contribue au développement des activités culturelles, sportives et sociales des étudiants et des personnels.

L'UPF met en œuvre les moyens nécessaires à l'exercice par ses usagers et ses personnels des langues vivantes étrangères et polynésiennes. Elle veille à la promotion de la langue française tant en Polynésie française que dans le Pacifique. Elle contribue au rayonnement international des outre-mer.

TITRE 2 - COMPOSITION DE L'UNIVERSITÉ

Article 7 : Composantes (L.713-1)

L'UPF est composée de trois départements, de plusieurs laboratoires et structures fédératives, et d'un Institut national supérieur du Professorat et de l'Éducation.

Trois départements couvrent les secteurs de formation suivants :

- Droit, économie – gestion (groupes 1 et 2 du Conseil National des Universités - CNU)
- Lettres, langues et sciences humaines (groupes 3a, 3b, 4a, 4b, 14a, 14b et 20 du Conseil National des Universités - CNU)
- Sciences, Technologies et santé (groupes 5a, 5b, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du Conseil National des Universités - CNU)



L'Institut national supérieur du Professorat et de l'Éducation (INSPE) de la Polynésie française, est une composante de l'UPF créée sur proposition du conseil d'administration de l'université et accréditée par un arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur et de l'éducation nationale, après avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle est l'objet d'une collaboration forte entre l'UPF, l'État et le gouvernement de la Polynésie française.

Article 8 : Règles applicables aux départements et laboratoires (L.713-1)

Les départements et laboratoires sont créés par délibération du conseil d'administration de l'université après avis du conseil académique et du comité technique de l'établissement. Leur création, suppression ou regroupement sont inscrits dans le contrat pluriannuel d'établissement.

Ils déterminent leurs règlements intérieurs qui sont approuvés par le conseil d'administration.

Le président de l'université les associe à la préparation et à la mise en œuvre du contrat pluriannuel d'établissement.

Article 9 : L'INSPE (L.721-3)

L'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation de la Polynésie française (INSPE) s'inscrit dans un projet partenarial de formation initiale et continue des professionnels de l'enseignement, de l'éducation et de la formation associant le Vice-Rectorat de la Polynésie française, la Polynésie française ainsi que l'UPF. L'INSPE a été créé sur proposition du CA de l'UPF, dont il est une composante au sens des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 713-1 du code de l'éducation.

L'INSPE est administré, à parité de femmes et d'hommes, par un conseil d'institut et dirigé par un directeur. Il comprend également un conseil d'orientation scientifique et pédagogique.

Le conseil d'institut adopte les règles relatives aux examens et les modalités de contrôle des connaissances. Il adopte le budget de l'institut et approuve les contrats pour les affaires intéressant l'institut. Il soumet au CA de l'UPF la répartition des emplois. Il est consulté sur les recrutements de l'institut.

Le directeur de l'institut :

- 1° - prépare les délibérations du conseil d'institut et en assure l'exécution ;
- 2° - a autorité sur l'ensemble des personnels de l'INSPE ;
- 3° - a qualité pour signer, au nom de l'UPF, les conventions relatives à l'organisation des enseignements. Ces conventions ne peuvent être exécutées qu'après avoir été approuvées par le président de l'UPF et votées par le CA de l'UPF ;
- 4° - prépare un document d'orientation politique et budgétaire. Ce rapport est présenté aux instances délibératives de l'UPF au cours du troisième trimestre de l'année civile ;
- 5° - propose une liste de membres des jurys d'examen au président de l'UPF pour les formations soumises à examen dispensées dans l'INSPE et, le cas échéant ;
- 6° - est ordonnateur des recettes et des dépenses pour l'INSPE. Le budget de l'institut est approuvé par le CA de l'UPF, qui peut l'arrêter lorsqu'il n'est pas adopté par le conseil d'institut ou n'est pas voté en équilibre réel.

Le conseil d'orientation scientifique et pédagogique contribue à la réflexion sur les grandes orientations relatives à la politique partenariale et aux activités de formation et de recherche de l'institut.

L'INSPE dispose, pour tenir compte des exigences de son développement, d'un budget propre intégré au budget de l'UPF dont il fait partie (service à comptabilité distincte).

Article 10 : La bibliothèque universitaire

L'UPF est dotée d'une bibliothèque universitaire, dirigée par un directeur et administrée par un conseil. Elle intègre la médiathèque de l'INSPE. Ses statuts sont validés par le conseil d'administration de l'université.



TITRE 3 - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'UNIVERSITÉ

Article 11 : Gouvernance (L.712-1 et L.773-2)

Le président de l'université par ses décisions, le conseil d'administration par ses délibérations et le conseil académique, par ses délibérations et avis, assurent l'administration de l'université.

En outre, le conseil d'administration met en place les organes nécessaires au pilotage stratégique de l'établissement et à la participation des étudiants et des personnels.

Sous-titre 1 : Organes centraux

Chapitre 1 : Le président de l'université

Article 12 : Rôle et attributions du président (L.712-2)

Le président assure la direction de l'université. À ce titre :

- 1° - Il préside le conseil d'administration, prépare et exécute ses délibérations. Il prépare et met en œuvre le contrat pluriannuel d'établissement ;
- 2° - Il représente l'université à l'égard des tiers ainsi qu'en justice, conclut les accords et les conventions ;
- 3° - Il est ordonnateur des recettes et des dépenses de l'université ;
- 4° - Il a autorité sur l'ensemble des personnels de l'université : il affecte dans les différents services de l'université les personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers et de service. Aucune affectation d'un agent relevant de ces catégories de personnels ne peut être prononcée si le président émet un avis défavorable motivé, après consultation de représentants de ces personnels dans des conditions fixées par les statuts de l'établissement. Ces dispositions ne sont pas applicables à la première affectation des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers et de service recrutés par concours externe ou interne lorsque leurs statuts particuliers prévoient une période de stage ;
- 5° - Il nomme les différents jurys sauf si une délibération du conseil d'administration prévoit que les compétences relatives aux jurys d'examen sont exercées par les directeurs des composantes de l'université ;
- 6° - Il est responsable du maintien de l'ordre et peut faire appel à la force publique dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État ;
- 7° - Il est responsable de la sécurité dans l'enceinte de son établissement et assure le suivi des recommandations du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail permettant d'assurer la sécurité des personnels et des usagers accueillis dans les locaux ;
- 8° - Il exerce, au nom de l'université, les compétences de gestion et d'administration qui ne sont pas attribuées à une autre autorité par la loi ou le règlement ;
- 9° - Il veille à l'accessibilité des enseignements et des bâtiments aux personnes handicapées, étudiants et personnels de l'université ;
- 10° - Il installe, sur proposition conjointe du conseil d'administration et du conseil académique, une mission "égalité entre les hommes et les femmes". Il présente chaque année au conseil d'administration un rapport sur l'exécution du plan d'action pluriannuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Ce rapport est transmis, après approbation par le conseil d'administration, aux ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi qu'au Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur ;
- 11° - Il présente chaque année au conseil d'administration un rapport sur l'évolution de la situation professionnelle des personnes auxquelles l'université a délivré le diplôme national de doctorat dans les cinq années précédentes. Ce rapport est transmis, après approbation par le conseil d'administration, aux ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche et au Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Le président peut exercer, par délégation, certaines des compétences attribuées au conseil d'administration par l'article L.712-3 du code de l'éducation, à l'exception de celles mentionnées aux 1°, 2°, 4°, 7°, 8° et 9°. Celui-ci rend compte, dans les meilleurs délais, au conseil d'administration des décisions prises en vertu de cette délégation. Toutefois, le conseil d'administration peut, dans des



conditions qu'il détermine, déléguer au président le pouvoir d'adopter les décisions modificatives du budget.

Le président peut suspendre pendant un délai d'un mois la transmission prévue à l'article L. 719-7 du code de l'éducation des délibérations des commissions du conseil académique présentant un caractère réglementaire qui lui paraissent entachées d'illégalité de nature à porter gravement atteinte au fonctionnement de l'établissement ou aux modalités de délivrance des diplômes de l'enseignement supérieur. Dans ces cas, le président soumet une nouvelle proposition aux commissions qui délibèrent dans un délai qui ne peut être inférieur à huit jours et supérieur à un mois. À défaut de nouvelle délibération ou s'il n'a pas été remédié par la nouvelle délibération aux irrégularités ayant motivé la suspension de la transmission, le président en informe l'autorité académique, qui arrête la décision.

Article 13 : Élection du président (L.712-2)

Le président de l'université est élu à la majorité absolue des membres du conseil d'administration.

Dans le cas où le président cesse ses fonctions, pour quelque cause que ce soit, un nouveau président est élu pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir. L'intérim est assuré jusqu'à la désignation du nouveau président, ou, le cas échéant, de l'administrateur provisoire, par le vice-président du conseil d'administration ou, s'il en est empêché, par le vice-président de la commission de la recherche, qui expédie les affaires courantes.

L'élection du président intervient immédiatement après la fin du mandat des membres de l'ancien conseil d'administration. Elle ne peut intervenir avant l'expiration du mandat de son prédécesseur. La date de cette élection est fixée par le président en exercice. En cas d'empêchement ou de vacance du président en exercice, la fixation de la date de l'élection est faite par le doyen d'âge des enseignants chercheurs et assimilés siégeant au conseil d'administration.

Après que le conseil d'administration a été complété, le doyen d'âge des enseignants chercheurs et assimilés siégeant au conseil d'administration convoque sans délai ledit conseil pour sa première réunion destinée à élire le nouveau président de l'université.

Peuvent se porter candidats les enseignants-chercheurs, chercheurs, professeurs ou maîtres de conférences, associés ou invités, ou tous autres personnels assimilés, sans condition de nationalité.

Les fonctions de président sont incompatibles avec celles de membre élu du conseil académique, de directeur de composante, d'école ou d'institut ou de toute autre structure interne de l'université et avec celle de dirigeant exécutif de tout établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel ou de l'une de ses composantes ou structures internes.

Nul ne peut être élu à plus d'un conseil d'administration d'université.

Les candidatures doivent parvenir à l'université cinq jours francs avant l'élection du président dans l'une des formes suivantes :

- par dépôt sur site ;
- par courrier postal en recommandé avec avis de réception ;
- par courrier électronique.

Les modalités du dépôt des candidatures sont précisées par arrêté du président.

Après examen de la recevabilité des candidatures, le président accuse réception des candidatures. Il vérifie l'éligibilité des candidats. S'il constate l'inéligibilité d'un candidat, il l'en informe sans délai et motive sa décision. Les candidatures recevables sont communiquées aux membres du conseil d'administration afin qu'ils puissent en prendre connaissance.

La séance du conseil d'administration ainsi convoquée est présidée par le doyen d'âge des enseignants chercheurs et assimilés, à la condition qu'il ne soit pas lui-même candidat. Il désigne au besoin des assesseurs. Il est assisté par le directeur général des services.

L'élection du président de l'université ne peut avoir lieu que si plus de la moitié au moins des membres du conseil d'administration est présente. Les membres du conseil d'administration qui ne peuvent être présents pendant la séance peuvent donner procuration à un autre membre du conseil d'administration, dans la limite d'une procuration par mandataire, établie sur un imprimé fourni par l'établissement et déposé à la présidence de l'établissement avant la séance. Le mandant et le mandataire doivent appartenir à la même catégorie (collège A, collège B, collège des usagers, collège des BIATSS, catégorie des personnalités extérieures).



Le scrutin n'est pas public. L'usage d'ordinateurs, de téléphones portables et de visioconférence en séance est strictement interdit.

Les candidats sont invités à présenter pendant dix minutes leur programme. L'ordre de passage est tiré au sort à l'ouverture de séance.

Le vote est organisé à bulletin secret, avec passage en isolement, après appel nominal de chaque électeur.

Le président de l'université est élu par l'ensemble des membres du conseil d'administration à la majorité absolue des membres en exercice. Trois tours maximum de scrutin peuvent être organisés pour l'élection du président lors d'une même séance du conseil d'administration. Entre chaque tour, les candidats ont la possibilité de retirer leur candidature. Si à l'issue du troisième tour, aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue des membres en exercice, le conseil d'administration est à nouveau convoqué dans les huit jours. De nouvelles candidatures peuvent alors être présentées, même avant la séance ou au cours de la séance. Ce processus est renouvelé jusqu'à ce que l'élection soit acquise.

Article 14 : Mandat du Président – empêchement – cessation de fonctions

Le mandat, d'une durée de quatre ans, expire à l'échéance du mandat des représentants élus des personnels du conseil d'administration. Il est renouvelable une fois (L.712-2).

En l'absence de dispositions particulières prévues par les textes législatifs ou réglementaires régissant l'établissement ou ses personnels, la limite d'âge du président et des personnes qui, quel que soit leur titre, exercent la fonction de chef d'établissement est fixée à soixante-huit ans. Ils peuvent rester en fonctions jusqu'au 31 août suivant la date à laquelle ils ont atteint cet âge (L.711-10).

Les fonctions de président d'université sont incompatibles avec celles de membre élu du conseil académique, de directeur de composante, d'école ou d'institut ou de toute autre structure interne de l'université et avec celles de dirigeant exécutif de tout EPSCP ou de l'une de ses composantes ou structures internes. (L.712-2).

La démission concomitante des deux tiers des membres titulaires du conseil d'administration ou l'annulation des élections dans un ou plusieurs collèges de représentants des personnels et des étudiants correspondant aux deux tiers des membres élus titulaires du conseil d'administration emportent la dissolution du conseil d'administration et du conseil académique et la fin du mandat du président de l'université (L.719-1).

En cas d'empêchement temporaire, les fonctions du président sont assurées par le vice-président du conseil d'administration.

Dans le cas où le président cesse ses fonctions, pour quelque cause que ce soit, un nouveau président est élu par le conseil d'administration en exercice pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir.

Dans l'attente de l'élection du nouveau président, le ministre chargé de l'enseignement supérieur peut nommer un administrateur provisoire si les circonstances le justifient. L'administrateur provisoire dispose de l'intégralité des pouvoirs attachés aux fonctions qui lui sont confiées, et peut déléguer sa signature dans les mêmes conditions que le titulaire de la fonction.

Dans le cas où le président cesse ses fonctions, pour quelque cause que ce soit, et jusqu'à la désignation de son successeur, les titulaires d'une délégation donnée par le chef d'établissement restent compétents pour agir dans le cadre de cette délégation.

Article 15 : Vice-présidents

L'université se dote, sur proposition du président et après délibération des instances compétentes ::

- d'un vice-président du conseil d'administration ;
- d'un vice-président chargé de la recherche, au sein de la commission de la recherche ;
- d'un vice-président chargé de la formation et de la vie universitaire, au sein de la commission de la formation et de la vie universitaire ;
- d'un vice-président étudiant, au sein du conseil académique.



Le vice-président du conseil d'administration doit être enseignant-chercheur, enseignant ou chercheur, en fonction dans l'établissement et membre du conseil d'administration. Il est élu par le conseil d'administration à la majorité absolue des membres en exercice, sur proposition du président, pour la durée du mandat du président.

Le vice-président chargé de la recherche doit être enseignant-chercheur, enseignant ou chercheur en fonction dans l'établissement et membre de la commission recherche du conseil académique. Il est élu à la majorité absolue des membres en exercice, par la commission de la recherche, sur proposition du président, pour la durée du mandat du président.

Le vice-président chargé de la formation et de la vie universitaire doit être enseignant-chercheur, enseignant ou chercheur en fonction dans l'établissement et membre de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique. Il est élu, à la majorité absolue des membres en exercice, par la commission de la formation et de la vie universitaire, sur proposition du président, pour la durée du mandat du président.

Ils sont élus à la majorité absolue des membres du conseil d'administration, la majorité des membres étant présente.

Le vice-président étudiant du conseil académique est élu par le conseil académique parmi les membres élus étudiants de la commission de la formation et de la vie universitaire.

D'autres vice-présidences peuvent être instituées par délibération du conseil d'administration sur proposition du président pour assurer des responsabilités particulières précisées par délibération du conseil d'administration.

Leurs fonctions cessent en même temps que leur mandat au conseil dont ils sont issus. En cas d'empêchement temporaire, les fonctions de vice-président peuvent être assurées par un chargé de mission désigné par le président de l'université, après avis du conseil d'administration.

Dans le cas où un vice-président cesse ses fonctions pour quelque cause que ce soit, un nouveau vice-président est élu pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir.

Le président peut, en outre, nommer auprès de lui des chargés de mission, sur la base d'une lettre de mission, afin de l'assister dans la mise en place de la politique de l'établissement. Il en informe le conseil d'administration.

Article 16 : Bureau et conseil des directeurs de composantes (L.712-2, L.713-1)

Le président est assisté par un bureau qui est chargé de lui apporter ses conseils. Ce bureau, qui se réunit au moins une fois par mois, comprend le président et les vice-présidents.

Le mandat des membres du bureau est identique à celui du président de l'université. Les avis du bureau sont pris à la majorité des suffrages exprimés.

Le conseil des directeurs de composantes participe à la préparation et à la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration et du conseil académique. Il est convoqué autant que de besoin.

Cette instance de consultation et de pilotage est composée des membres du bureau, ainsi que des membres de droit suivants : le directeur général des services, les directeurs de départements, de laboratoires, de l'école doctorale, de l'INSPE et de la bibliothèque universitaire.

Le président peut inviter toute personne dont il juge la présence nécessaire.

Il est présidé par le président de l'université ou, en cas d'absence ou d'empêchement ou à sa demande, par le vice-président du conseil d'administration.

Le conseil des directeurs de composantes :

1° - est saisi de toutes questions notamment en matière pédagogique, scientifique, documentaire, administrative, financière et statutaire. Il reçoit les informations du président, débat des orientations générales et donne son avis notamment sur les questions portées à l'ordre du jour du conseil d'administration ;



- 2° - est informé des questions relatives à la préparation et à l'exécution des délibérations budgétaires et aux comptes de l'université. Il donne ses avis en prenant en compte la logique de performance ;
- 3° - est consulté sur les choix budgétaires, notamment sur la répartition des moyens alloués par le ministère entre les composantes et les services communs ;
- 4° - donne son avis sur le volet performance, notamment sur le choix des indicateurs de pilotage financier et patrimonial de l'établissement et sur les résultats qu'ils présentent ;
- 5° - est informé des résultats financiers et de l'exécution budgétaire ;
- 6° - examine le projet de rapport annuel d'activité et de performance, de rapport sur l'exécution du plan d'action pluriannuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, et de rapport sur l'évolution de la situation professionnelle des personnes auxquelles l'université a délivré le diplôme national de doctorat, que le président doit présenter au conseil d'administration ;
- 7° - est associé à la préparation du débat d'orientation budgétaire.

Article 17 : Délégation de signature

Le président peut déléguer par arrêté sa signature à des agents placés sous son autorité. Le délégataire ne peut pas subdéléguer sa signature.

Le président peut également déléguer une partie de ses pouvoirs aux agents placés sous son autorité désignés pour exercer des fonctions de responsabilité administrative, scientifique ou pédagogique au sein de l'établissement, d'une composante ou d'une unité de recherche. Ces agents peuvent déléguer leur signature à des agents placés sous leur autorité.

Chapitre 2 : Le conseil d'administration

Article 18 : Rôle et attributions du conseil d'administration (L.712-3 IV)

- 1° Il approuve le contrat d'établissement de l'université ;
- 2° Il vote le budget et approuve les comptes ;
- 3° Il approuve les accords et les conventions signés par le président de l'établissement et, sous réserve des conditions particulières fixées par décret, les emprunts, les prises de participation, les créations de filiales et de fondations prévues à l'article L. 719-12, l'acceptation de dons et legs et les acquisitions et cessions immobilières ;
- 4° Il adopte le règlement intérieur de l'université ;
- 5° Il fixe, sur proposition du président et dans le respect des priorités nationales, la répartition des emplois qui lui sont alloués par les ministres compétents ;
- 6° Il autorise le président à engager toute action en justice ;
- 7° Il approuve le rapport annuel d'activité, qui comprend un bilan et un projet, présenté par le président ;
- 7° bis Il approuve le bilan social présenté chaque année par le président, après avis du comité technique mentionné à l'article L. 951-1-1. Ce bilan présente l'évolution de l'équilibre entre les emplois titulaires et contractuels et les actions entreprises en faveur de la résorption de la précarité au sein des personnels de l'établissement. Les données et résultats de ce bilan sont examinés au regard des objectifs de gestion prévisionnelle des ressources humaines précisés par le contrat mentionné à l'article L. 711-1 ;
- 8° Il délibère sur toutes les questions que lui soumet le président, au vu notamment des avis et vœux émis par le conseil académique, et approuve les décisions de ce dernier en application du V de l'article L. 712-6-1 ;
- 9° Il adopte le schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap proposé par le conseil académique et le plan d'action pluriannuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes mentionné à l'article 6 septies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. Chaque année, le président présente au conseil d'administration un rapport d'exécution de ce schéma et de ce plan d'action, assorti d'indicateurs de résultats et de suivi.



Sous réserve des dispositions statutaires relatives à la première affectation des personnels recrutés par concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur, aucune affectation d'un candidat à un emploi d'enseignant-chercheur ne peut être prononcée si le conseil d'administration, en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés, émet un avis défavorable motivé.

Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les délibérations du conseil d'administration sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Article 19 : Composition du conseil d'administration (L.712-3 et L.773-2)

Le conseil d'administration de l'université de la Polynésie française est composé de 30 membres ainsi répartis :

-22 membres élus :

- Collège A : 7 représentants des professeurs des universités et personnels assimilés mentionnés à l'article D. 719-4 du code de l'éducation ;
- Collège B : 7 représentants des autres enseignants-chercheurs, des chercheurs et des enseignants et personnels assimilés mentionnés à l'article D. 719-4 du code de l'éducation ;
- Collège C : 4 représentants des étudiants régulièrement inscrits dans l'établissement, en formation initiale, continue ou à l'INSPE ;
- Collège D : 4 représentants des personnels BIATSS ;

-8 personnalités extérieures, à parité de femmes et d'hommes.

Le nombre des membres du conseil d'administration est augmenté d'une unité lorsque le président est choisi hors du conseil. En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Le Haut-Commissaire de la République et le Vice-recteur de la Polynésie française assistent aux séances du conseil d'administration. Le représentant du ministre chargé de l'outre-mer peut y assister en tant que de besoin.

Le ministre chargé de l'enseignement supérieur peut assister ou se faire représenter aux séances du conseil d'administration.

Le directeur général des services et l'agent comptable participent de droit avec voix consultative aux séances.

Le président peut proposer aux administrateurs d'inviter toute personne susceptible d'apporter sa contribution aux débats à participer à une séance du conseil.

Le mandat des membres du conseil d'administration court à compter de la première réunion convoquée pour l'élection du président.

Article 20 : Élection des représentants des personnels

Pour les élections des personnels au conseil d'administration, il est établi une circonscription unique.

Pour les élections des représentants des enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés, chaque liste de candidats assure la représentation d'au moins deux des grands secteurs de formation enseignés à l'université, mentionnés à l'article L.712-4, selon la répartition suivante :



Secteur Droit, économie et gestion	Secteur Lettres et sciences humaines et sociales	Secteur Sciences et technologies
Enseignants-chercheurs et doctorants contractuels		
Sections CNU n° 1 à 6	Sections CNU n° 7 à 24 et n° 70 à 74	Sections CNU n° 25 à 37, n°42 à 58, n° 60 à 69, n°80 à 82, n°85 à 87 et n° 91 et 92
Autres enseignants		
<ul style="list-style-type: none"> - Sciences économiques et sociales ; - Économie ; - Gestion ; - Comptabilité ; - Management ; - Vente/Commerce/Marketing. 	<ul style="list-style-type: none"> - Lettres ; - Langues ; - Histoire et géographie ; - Éducation ; - Documentation ; - Éducation musicale ; - Éducation physique et sportive ; - Philosophie - Arts. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mathématiques ; - Physique ; - Chimie ; - Sciences de la vie ; - Sciences de l'Univers ; - Environnement/écologie ; - Informatique ; - Génie mécanique/civil/électrique ; - Technologie ; - Maîtrise des énergies.
Chercheurs		
GDI	<ul style="list-style-type: none"> - EASTCO ; - MSHP ; - CIRAP. 	<ul style="list-style-type: none"> - GAATI ; - GEPASUD ; - UMR EIO ; - OGT.

Dans l'hypothèse où un enseignant ou un chercheur ne relèverait pas de l'une des disciplines listées ci-dessus, le comité électoral consultatif se prononce sur son rattachement à l'un des trois secteurs de formation.

Chaque liste est composée alternativement de candidats de chaque sexe.

Pour ces élections, les enseignants-chercheurs et les enseignants affectés à l'INSPE ainsi que les vacataires qui ont la qualité d'électeur, sont rattachés aux grands domaines de formation dans lesquels ils interviennent à titre principal.

Les enseignants du premier degré intervenant à l'INSPE sont rattachés au secteur Lettres, langues et sciences humaines.

L'élection des représentants des personnels, s'effectue par collèges distincts au scrutin de liste à un tour à la représentation proportionnelle au plus fort reste, avec possibilité de listes incomplètes et sans panachage.

Pour l'élection des représentants des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés au conseil d'administration de l'université, il est attribué dans chacun des collèges deux sièges à la liste qui a obtenu le plus de voix. Les autres sièges sont répartis entre toutes les listes à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Toutefois, les listes qui n'ont pas obtenu un nombre de suffrages au moins égal à 10 % des suffrages exprimés ne sont pas admises à la répartition des sièges.

Par dérogation à l'article L.719-1, les représentants des enseignants-chercheurs, sont éligibles au conseil d'administration et au conseil académique.

Le renouvellement des mandats des personnels intervient tous les quatre ans. Lorsqu'un représentant des personnels perd la qualité au titre de laquelle il a été élu ou lorsque son siège devient vacant, il est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, par le candidat de la même liste venant immédiatement après le dernier candidat élu. En cas d'impossibilité, il est procédé, pour la durée du mandat restant à courir, à une élection partielle dans le courant du premier semestre de l'année universitaire suivant la vacance du siège.



Article 21 : Élection des représentants des usagers

Pour les élections des usagers, étudiants et personnes en formation continue et fonctionnaires stagiaires de l'INSPE au conseil d'administration il est établie une circonscription unique. Chaque liste de candidats assure la représentation d'au moins deux des grands secteurs de formation mentionnés à l'article L.712-4 du code de l'éducation, les usagers étant répartis dans les différents secteurs selon le diplôme ou la formation dans lequel ils sont inscrits à titre principal :

Secteur Droit, économie et gestion	Secteur Lettres et sciences humaines et sociales	Secteur Sciences et technologies
<ul style="list-style-type: none">- Diplômes de formation initiale du département DEG ;- Diplômes ou formations de formation continue rattachés au département DEG ;- CPGE ECG ;- CPGE ECT.	<ul style="list-style-type: none">- Diplômes de formation initiale du département LLSH ;- Diplômes ou formations de formation continue rattachés au département LLSH ;- Diplômes de l'INSPE.	<ul style="list-style-type: none">- Diplômes de formation initiale du département STS ;- Diplômes ou formations de formation continue rattachés au département STS ;- Diplôme d'infirmier ;- CPGE PTSI.

Les étudiants inscrits en formation continue relèvent du secteur auquel leur formation d'inscription principale est rattachée.

Pour chaque représentant, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire; il ne siège qu'en l'absence de ce dernier.

L'élection des représentants des usagers s'effectue au scrutin de liste à un tour à la représentation proportionnelle au plus fort reste, avec possibilité de listes incomplètes et sans panachage. Les représentants des usagers sont élus au scrutin secret et au suffrage direct. Leur mandat est de 2 ans.

Chaque liste est composée alternativement de candidats de chaque sexe.

Lorsqu'un représentant titulaire des usagers perd la qualité au titre de laquelle il a été élu ou lorsque son siège devient vacant, il est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, par son suppléant qui devient titulaire (L.719-1). En cas d'impossibilité, il est procédé, pour la durée du mandat restant à courir, à une élection partielle dans le courant du premier semestre de l'année universitaire suivant la vacance du siège.

Article 22 : Désignation des personnalités extérieures (L.712-3 II ; L.773-2)

Les 8 sièges attribués aux personnalités extérieures siégeant au conseil d'administration sont répartis comme suit :

1° 3 représentants de la Polynésie française ;

2° 1 représentant de l'IRD, désigné en son sein par l'IRD ;

3° 4 personnalités désignées après un appel public à candidatures par les membres élus du conseil et les personnalités désignées aux 1° et 2° :

- 1 personne assumant des fonctions de direction générale au sein d'une entreprise ;
- 1 représentant des organisations représentatives des salariés ;
- 1 représentant d'une entreprise employant moins de cinq cents salariés ;
- 1 représentant d'un établissement d'enseignement secondaire.

Au moins une des personnalités extérieures désignées au 3° a la qualité d'ancien diplômé de l'UPF.

Pour la nomination des personnalités extérieures mentionnées au 1° et au 2° du présent article, le président de l'université en exercice demande à la Polynésie française et à l'organisme de recherche représenté au conseil d'administration de désigner leurs représentants. Ces institutions procèdent à ces désignations de telle sorte que l'écart entre le nombre de femmes désignées, d'une part, et des hommes désignés, d'autre part, ne soit pas supérieur à un.

Les personnalités extérieures mentionnées au 3° sont élues à la majorité absolue des membres du conseil d'administration en exercice, auxquels s'ajoutent les personnalités extérieures citées au 1° et



au 2°, à l'issue d'un scrutin uninominal majoritaire pour chaque siège, à bulletins secrets. Cette élection est présidée par le doyen d'âge des professeurs membres élus du conseil d'administration, assisté du directeur général des services, qui n'a pas voix délibérative.

Pour chaque catégorie de personnalités, le président de séance invite les membres élus du conseil d'administration à s'exprimer s'ils le souhaitent. Au terme des prises de parole, il est procédé au scrutin. Il est procédé à un vote par personnalité à élire.

Le président de séance proclame les résultats à l'issue de chaque vote.

Lorsque cette élection a lieu consécutivement au renouvellement des instances, elle se déroule lors d'une réunion des membres nouvellement élus ou désignés, préalable à la première séance du conseil d'administration organisée pour l'élection du président.

Si, pour une catégorie de personnalités, la majorité absolue n'est pas atteinte au premier tour de scrutin, l'élection a lieu aux tours suivants à la majorité simple des membres présents ou représentés, dans la limite de trois tours de scrutin par catégorie.

Si la parité n'a pu être établie par la désignation des personnalités extérieures désignées à titre personnel, un tirage au sort détermine qui, parmi la Polynésie française et l'organisme de recherche, ayant désigné des représentants du sexe surreprésenté, est ou sont appelés à désigner une personnalité du sexe sous-représenté.

Une fois les résultats des élections proclamés, les membres nouvellement élus du conseil d'administration ainsi que les représentants de la Polynésie française sont convoqués sans délai par le président sortant pour compléter l'instance en désignant les autres personnalités extérieures à l'établissement après appel public à candidatures publié sur le site de l'université ou par tout autre moyen.

En cas d'empêchement ou de vacance du président en fonction, la convocation est faite par le doyen d'âge des enseignants-chercheurs élus au conseil d'administration.

Les membres du conseil d'administration qui ne peuvent être présents pendant la réunion préalable peuvent donner procuration à un autre membre du conseil d'administration en remplissant un imprimé fourni par la présidence de l'établissement, dans la limite d'une procuration par mandataire.

Trois tours maximum de scrutin peuvent être organisés pour l'élection de chaque personnalité extérieure lors de cette réunion. Si à l'issue du troisième tour de scrutin, aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue des membres en exercice, une nouvelle réunion des membres du conseil d'administration en exercice est organisée dans les huit jours. De nouvelles candidatures peuvent alors être présentées, avant la séance ou au cours de la séance.

Le choix final des personnalités mentionnées au 3° tient compte de la répartition par sexe des personnalités désignées aux 1° et 2° afin de garantir la parité entre les femmes et les hommes parmi les personnalités extérieures membres du conseil d'administration.

Si les candidatures recueillies après un premier appel à candidatures ne permettent pas de garantir la parité entre les femmes et les hommes ou la désignation d'au moins une personnalité diplômée de l'établissement, au sein des personnalités extérieures, un nouvel appel à candidatures est organisé.

Les personnalités extérieures sont nommées pour la durée du mandat du président.

Chapitre 3 : Le conseil académique

Article 23 : Conseil académique (L.712-4)

Le conseil académique (CAc) regroupe les membres de la commission de la recherche mentionnée à l'article L.712-5 et de la commission de la formation et de la vie universitaire mentionnée à l'article L.712-6. Le conseil académique est composé de 40 membres qui sont répartis entre la commission de la recherche et la commission de la formation et de la vie universitaire.

Les décisions du conseil académique comportant une incidence financière sont soumises à approbation du conseil d'administration. Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les délibérations, avis et recommandations du conseil académique, de ses commissions et sections sont pris à la majorité des suffrages exprimés.



Le président de l'université préside le conseil académique. À ce titre, il préside la commission de la formation et de la vie universitaire et la commission de la recherche. Il dispose d'une voix délibérative pour ces trois instances, y compris pour la formation restreinte du conseil académique. Il est assisté par un vice-président élu, sur sa proposition, par chacune des commissions du conseil.

En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Le directeur général des services et l'agent comptable de l'UPF assistent de droit aux réunions de ce conseil, à titre consultatif.

Le président peut proposer d'inviter à participer à une séance toute personne susceptible d'apporter sa contribution aux débats.

Le conseil académique en formation plénière assure la cohérence et l'articulation entre les politiques de formation et de recherche (III de L.712-6-1).

Il propose au conseil d'administration un schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap, qui couvre l'ensemble des domaines concernés par le handicap.

Il est consulté sur toutes les mesures visant à garantir l'exercice des libertés universitaires et des libertés syndicales et politiques des étudiants.

Il est consulté ou peut émettre des vœux sur :

- 1° - les orientations des politiques de formation, de recherche, de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle, de documentation scientifique et technique ;
- 2° - la qualification à donner aux emplois d'enseignants-chercheurs et de chercheurs vacants ou demandés ;
- 3° - la demande d'accréditation mentionnée à l'article L.613-1 ;
- 4° - le contrat d'établissement.

Article 24 : Commission de la recherche du CAc (L.712-5, L.773-2)

La commission de la recherche comprend 20 membres répartis comme suit :

- 16 membres élus :

- Collège 1 : 6 représentants des professeurs des universités et personnels assimilés dont :
 - 2 représentant le secteur Droit, économie et gestion ;
 - 2 représentant le secteur Lettres et sciences humaines et sociales ;
 - 2 représentant le secteur Sciences et technologies ;
- Collège 2 : 3 représentants des personnels habilités à diriger des recherches ne relevant pas des catégories précédentes, dont :
 - 1 représentant le secteur Droit, économie et gestion ;
 - 1 représentant le secteur Lettres et sciences humaines et sociales ;
 - 1 représentant le secteur Sciences et technologies ;
- Collège 3 : 2 représentants des personnels pourvus d'un doctorat autre que d'université ou d'exercice n'appartenant pas aux deux collèges précédents, dont :
 - 1 représentant le secteur Droit, économie et gestion ;
 - 1 représentant le secteur Sciences et technologies ;
- Collège 4 : 1 représentant des autres enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés ;
- Collège 5 : 1 représentant des ingénieurs ou techniciens n'appartenant pas aux collèges précédents ;
- Collège 6 : 1 autre personnel. Ce collège comprend tous les personnels mentionnés à l'article D.719-4 n'appartenant pas aux collèges précédents ;
- Collège 7 : 2 doctorants, dont :
 - 1 représentant le secteur Lettres et sciences humaines et sociale ;
 - 1 représentant le secteur Sciences et technologies ;

- 4 personnalités extérieures :

- 2 personnalités désignées par le Gouvernement de la Polynésie française ;



- 1 personnalité appartenant à un autre établissement de recherche ou d'enseignement supérieur de la Polynésie française ou de la zone pacifique, nommée par les organismes désignés par le conseil ;
- 1 personnalité extérieure désignée par la commission de la recherche, sur proposition du vice-président de la commission.

Le mandat des membres élus de la commission de la recherche court à compter de la proclamation des résultats des élections des conseils centraux, sous réserve que les mandats des membres précédents soit parvenus à leur terme.

La commission de la recherche participe à l'élaboration de la politique de recherche et de valorisation.

À ce titre, la commission (II de L.712-6-1) :

- 1° - répartit l'enveloppe des moyens destinée à la recherche telle qu'allouée par le conseil d'administration et sous réserve du cadre stratégique de sa répartition, tel que défini par le conseil d'administration
- 2° - est consultée sur les règles de fonctionnement des laboratoires
- 3° - adopte les mesures de nature à permettre aux étudiants de développer les activités de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle
- 4° - est consultée sur les conventions avec les organismes de recherche
- 5° - est consultée sur les critères de choix des bénéficiaires de la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche ainsi que sur le barème afférent au sein duquel s'inscrivent les attributions individuelles

Article 25 : Commission de la formation et de la vie universitaire du Cac (L.712-6, L.773-2)

La commission de la formation et de la vie universitaire comprend 20 membres ainsi répartis :

-18 membres élus :

- Collège A : 4 représentants des professeurs des universités et personnels assimilés mentionnés à l'article D. 719-4 du code de l'éducation, dont :
 - 1 représentant le secteur Droit, économie et gestion ;
 - 1 représentant le secteur Lettres et sciences humaines et sociales ;
 - 2 représentant le secteur Sciences et technologies ;
- Collège B : 4 représentants des autres enseignants-chercheurs, des chercheurs et des enseignants et personnels assimilés mentionnés à l'article D. 719-4 du code de l'éducation, dont :
 - 1 représentant le secteur Droit, économie et gestion ;
 - 2 représentant le secteur Lettres et sciences humaines et sociales ;
 - 1 représentant le secteur Sciences et technologies ;
- Collège C : 8 représentants des étudiants régulièrement inscrits dans l'établissement, en formation initiale, continue ou à l'INSPE, dont :
 - 3 représentant le secteur Droit, économie et gestion ;
 - 3 représentant le secteur Lettres et sciences humaines et sociales ;
 - 2 représentant le secteur Sciences et technologies ;
- Collège D : 2 représentants des personnels BIATSS ;

-2 personnalités extérieures : désignées par la commission, sur proposition du vice-président de la commission.

Le mandat des membres élus de la commission de la formation et de la vie universitaire court à compter de la proclamation des résultats des élections des conseils centraux, sous réserve que les mandats des membres précédents soit parvenus à leur terme.

La commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique est consultée sur les programmes de formation des composantes (I de L.712-6-1).

Elle adopte :

1° La répartition de l'enveloppe des moyens destinée à la formation telle qu'allouée par le conseil d'administration et sous réserve du respect du cadre stratégique de sa répartition, tel que défini par le conseil d'administration ;

2° Les règles relatives aux examens ;



3° Les règles d'évaluation des enseignements ;

4° Des mesures recherchant la réussite du plus grand nombre d'étudiants ;

5° Les mesures de nature à permettre la mise en œuvre de l'orientation des étudiants et de la validation des acquis, à faciliter leur entrée dans la vie active et à favoriser les activités culturelles, sportives, sociales ou associatives offertes aux étudiants, ainsi que les mesures de nature à améliorer les conditions de vie et de travail, notamment les mesures relatives aux activités de soutien, aux œuvres universitaires et scolaires, aux services médicaux et sociaux, aux bibliothèques et aux centres de documentation et à l'accès aux ressources numériques ;

6° Des mesures visant à promouvoir et développer des interactions entre sciences et société, initiées et animées par des étudiants ou des enseignants-chercheurs, au sein des établissements comme sur le territoire de rayonnement de l'établissement ;

7° Les mesures nécessaires à l'accueil et à la réussite des étudiants présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé, conformément aux obligations incombant aux établissements d'enseignement supérieur au titre de l'article L. 123-4-2.

La commission de la formation et de la vie universitaire est consultée et émet un avis sur :

- les programmes de formation des composantes
- la création d'un bureau d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants

La commission peut être consultée sur :

- les demandes d'accréditation des diplômes, aux vues de l'intérêt pédagogique de ces formations, de leur impact pour les milieux économiques et sociaux et de leurs coûts prévisionnels de fonctionnement
- le volet formation des rapports d'activité et sur la cohérence des projets d'orientation des composantes de pilotage intermédiaires et transversales et du comité des écoles doctorales
- la détermination des besoins prioritaires en termes d'infrastructures

Article 26 : Section du CAc compétente à l'égard des relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des enseignants-chercheurs (IV de L.712-6-1)

En formation restreinte aux enseignants-chercheurs, le CAc est l'organe compétent, mentionné à l'article L. 952-6 du code de l'éducation, pour l'examen des questions individuelles relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des enseignants-chercheurs.

Il délibère sur l'intégration des fonctionnaires des autres corps dans le corps des enseignants-chercheurs et sur le recrutement ou le renouvellement des attachés temporaires d'enseignement et de recherche.

Lorsqu'il examine en formation restreinte des questions individuelles relatives aux enseignants-chercheurs, autres que les professeurs des universités, il est composé à parité d'hommes et de femmes et à parité de représentants des professeurs des universités et des autres enseignants-chercheurs, dans des conditions précisées par décret.

Article 27 : Sections disciplinaires du Cac (R.712-9, R.811-10)

Le pouvoir disciplinaire à l'égard des enseignants-chercheurs, enseignants et usagers est exercé par le conseil académique de l'établissement constitué en sections disciplinaires.

La section disciplinaire comporte une formation compétente à l'égard des usagers, encadrée par les articles R.811-10 et suivants du code de l'éducation, et une formation compétente à l'égard des enseignants chercheurs et enseignants, régie par les articles R.712-9 et suivants du code de l'éducation.

La section disciplinaire compétente à l'égard des enseignants-chercheurs et des enseignants comprend :

- 4 professeurs des universités ou personnels assimilés en application de l'article 5 du décret n° 87-31 du 20 janvier 1987 relatif au Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques ou de l'article 6 du décret n° 92-70 du 16 janvier



1992 relatif au Conseil national des universités, dont au moins un membre du corps des professeurs des universités ;

- 4 maîtres de conférences ou personnels assimilés titulaires, en application de l'article 5 du décret n° 87-31 du 20 janvier 1987 relatif au Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques ou de l'article 6 du décret n° 92-70 du 16 janvier 1992 relatif au Conseil national des universités ;
- 2 représentants des personnels titulaires, exerçant des fonctions d'enseignement, appartenant à un autre corps de fonctionnaires.

La section disciplinaire compétente à l'égard des usagers comprend :

- 4 professeurs des universités ou personnels assimilés au sens du collège A du I de l'article D. 719-4 ;
- 4 maîtres de conférences ou personnels assimilés au sens du collège B du I du même article ;
- 8 représentants des usagers.

Les membres des sections disciplinaires sont élus au sein de la commission de la recherche et de la commission de la formation et de la vie universitaire par et parmi les représentants élus relevant du collège auquel ils appartiennent.

Le renouvellement des sections disciplinaires intervient consécutivement au renouvellement des conseils centraux de l'université de la Polynésie française.

Le président de l'université ne peut être membre des sections disciplinaires.

Les décisions de la section disciplinaire compétente à l'égard des enseignants sont susceptibles d'appel devant le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, statuant en matière contentieuse (art. L.323-2 du code de l'éducation). Les décisions de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers peuvent faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif.

Article 28 : Élection des membres du conseil académique (L.719-1)

L'élection des membres du CAc intervient tous les quatre ans, en même temps que l'élection des membres du Conseil d'administration, sauf pour les représentants étudiants dont le mandat est de deux ans.

Les élections s'effectuent par commission (commission de la recherche, et commission de la formation et de la vie universitaire), au scrutin secret par collèges distincts et au suffrage direct.

Pour les élections pour les collèges des représentants des enseignants et des usagers (collèges A, B, C de la CFVU et collèges 1, 2, 3, et 7 de la CR), le scrutin se fait par collège et par secteur de formation (article L.712-4 du code de l'éducation) à partir du renouvellement général des conseils centraux de l'UPF qui suit celui de 2021. Les électeurs concernés sont rattachés, au sein de chaque collège, à un secteur de formation comme suit :

○ Répartition des enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et doctorants :

Secteur Droit, économie et gestion	Secteur Lettres et sciences humaines et sociales	Secteur Sciences et technologies
Enseignants-chercheurs et doctorants		
Sections CNU n° 1 à 6	Sections CNU n° 7 à 24 et n° 70 à 74	Sections CNU n° 25 à 37, n°42 à 58, n° 60 à 69, n°80 à 82, n°85 à 87 et n° 91 et 92
Autres enseignants		
<ul style="list-style-type: none"> - Sciences économiques et sociales ; - Économie ; - Gestion ; - Comptabilité ; - Management ; - Vente/Commerce/Marketing. 	<ul style="list-style-type: none"> - Lettres ; - Langues ; - Histoire et géographie ; - Éducation ; - Documentation ; - Éducation musicale ; - Éducation physique et sportive ; - Philosophie 	<ul style="list-style-type: none"> - Mathématiques ; - Physique ; - Chimie ; - Sciences de la vie ; - Sciences de l'Univers ; - Environnement/écologie ; - Informatique ; - Génie mécanique/civil/électrique ;



	- Arts.	- Technologie ; - Maîtrise des énergies.
Chercheurs		
GDI	- EASTCO ; - MSHP ; - CIRAP.	- GAATI ; - GEPASUD ; - UMR EIO ; - OGT.

○ **Répartition des usagers non doctorants :**

Secteur Droit, économie et gestion	Secteur Lettres et sciences humaines et sociales	Secteur Sciences et technologies
- Diplômes de formation initiale du département DEG ; - Diplômes ou formations de formation continue rattachés au département DEG ; - CPGE ECG ; - CPGE ECT.	- Diplômes de formation initiale du département LLSH ; - Diplômes ou formations de formation continue rattachés au département LLSH ; - Diplômes de l'INSPE.	- Diplômes de formation initiale du département STS ; - Diplômes ou formations de formation continue rattachés au département STS ; - Diplôme d'infirmier ; - CPGE PTSI.

Pour les usagers non doctorants, le secteur de rattachement est le secteur correspondant au diplôme dans lequel l'utilisateur est inscrit à titre principal.

Les étudiants inscrits en formation continue relèvent du secteur auquel leur formation d'inscription principale est rattachée.

Les auditeurs libres précisent, dans leur demande d'inscription sur la liste électorale, le secteur auquel ils souhaitent être rattachés.

Les personnels scientifiques de bibliothèque sont rattachés au secteur Lettres et sciences humaines et sociales.

Les enseignants-chercheurs, les enseignants ainsi que les vacataires qui ont la qualité d'électeur, sont rattachés aux grands domaines de formation dans lesquels ils interviennent à titre principal.

Les enseignants du premier degré intervenant à l'INSPE sont rattachés au secteur Lettres et sciences humaines et sociales.

Dans l'hypothèse où un enseignant ou un chercheur ne relèverait pas de l'une des disciplines listées ci-dessus, le comité électoral consultatif se prononce sur son rattachement à l'un des trois secteurs de formation.

Les personnels BIATSS titulaires d'un doctorat sont rattachés, pour le scrutin du collège 3 de la commission de la recherche, au secteur de formation correspondant à la section CNU de leur doctorat.

Les candidatures sont exprimées par secteur dans les collèges concernés. Les listes de candidats pour les collèges sectorisés ne peuvent comporter que des candidats rattachés au même secteur. Les listes électorales ne sont pas sectorisées.

Par dérogation à l'article L.719-1, les représentants des enseignants-chercheurs, membres du conseil d'administration, peuvent siéger au conseil académique.

Chaque liste de candidats est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Pour chaque représentant des étudiants et des personnes bénéficiant de la formation continue, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire ; il ne siège qu'en l'absence de ce dernier.

Lorsqu'aucune liste de candidats n'a été déposée pour pourvoir à un ou plusieurs siège(s) attribué(s) à un secteur dans un collège, il est procédé à une élection partielle dans les six mois qui suivent le scrutin.



Article 29 : Comité électoral consultatif (D.719-3)

Pour l'ensemble des opérations d'organisation des élections, le président de l'UPF est assisté d'un comité électoral consultatif comprenant le président ; le vice-président du conseil d'administration ; les vice-présidents ; le directeur général des services ; un enseignant-chercheur ; un étudiant et un représentant du personnel BIATSS désignés en son sein par le conseil d'administration après appel à candidature ; et un représentant du vice-rectorat de la Polynésie française.

Le chargé des affaires juridiques et l'autorité en charge des ressources humaines y assistent en qualité d'experts mais n'ont pas voix délibérative.

Lorsqu'ils sont connus, les délégués des listes de candidats mentionnés à l'article D. 719-22 participent au comité.

Pour les séances du comité relatives aux élections pour les instances représentatives du personnel, le comité électoral se réunit en formation restreinte, sans le vice-président étudiant ni le représentant des étudiants.

Chapitre 4 : Autres organes

Article 30 : Conseils de perfectionnement (L.611-2)

Les conseils de perfectionnement de l'université de la Polynésie française sont chargés du suivi et de l'évaluation des formations initiales dispensées par l'université. Ils facilitent le dialogue entre les équipes pédagogiques, les étudiants en formation et les acteurs et partenaires de l'établissement.

Ils ont pour mission d'examiner la mise en œuvre des formations et d'en évaluer l'exécution et la pertinence pour en améliorer la qualité. Ils peuvent proposer des évolutions concernant les contenus et les méthodes d'enseignement. Ils veillent notamment à ce que la répartition des crédits ECTS au sein de chaque parcours type de formation soit en accord avec les objectifs de formation.

Un bilan de l'évaluation de la qualité des stages fournie par les étudiants à l'issue de leur stage, ainsi qu'un bilan de la procédure d'évaluation des formations et des enseignements, sont présentés annuellement au conseil de perfectionnement de chaque mention de diplôme.

Les conseils de perfectionnement formulent des avis et des recommandations transmis aux instances de pilotage de l'établissement (équipes pédagogiques, départements, CFVU).

Un conseil de perfectionnement est institué pour chaque mention de diplôme. Par dérogation, un conseil de perfectionnement peut regrouper la licence et le master d'une même mention, quand il existe une cohérence forte entre les deux diplômes.

La composition de chaque conseil de perfectionnement est arrêtée annuellement par délibération de la commission de la formation et de la vie universitaire, en accord avec les responsables pédagogiques des mentions de diplômes concernés. Chaque conseil de perfectionnement comprend :

- le responsable pédagogique de la mention de diplôme concernée ;
- au moins deux enseignants intervenant dans la mention de diplôme concernée ;
- un ou plusieurs représentants des personnels BIATSS ;
- au moins deux étudiants inscrits dans la mention de diplôme concernée ;
- un ou plusieurs représentants du monde socio-professionnel.

Les règlements intérieurs des composantes et départements peuvent prévoir des membres supplémentaires.

Sur proposition du responsable pédagogique et après approbation des membres du conseil de perfectionnement, toute personne dont la présence paraît utile en fonction des points inscrits à l'ordre du jour peut participer à la séance.

Les conseils de perfectionnement se réunissent :

- au moins une fois par an pour analyser les aspects pédagogiques de la formation ;
- au moins deux fois dans le cadre du contrat pluriannuel de site ;
- au moins une fois avant le dépôt de la nouvelle maquette (préparation).



Les membres du conseil de perfectionnement sont convoqués par le responsable pédagogique au moins 8 jours francs avant la date de la séance.

L'ordre du jour de chaque séance est fixé par le responsable pédagogique. Il est transmis, ainsi que les documents nécessaires aux travaux du conseil de perfectionnement, au moins 8 jours francs avant la date de la séance.

Le responsable de l'équipe pédagogique prépare les réunions du conseil de perfectionnement, en assure l'animation et transmet ses avis et propositions aux instances de pilotage de l'établissement (équipes pédagogiques, départements, CFVU).

Article 31 : Référents

I - Référent déontologie, intégrité scientifique et laïcité (L. n° 2016-483 du 20/04/2016 ; D. n° 2017-519 du 10/04/2017 ; D. n°2021-1802 du 23/12/2021)

Afin de satisfaire à l'obligation imposée par les textes en vigueur de se doter d'un référent déontologue, d'un référent pour l'intégrité scientifique *et d'un référent pour la laïcité*, l'université de la Polynésie française nomme, parmi ses personnels titulaires, en activité ou retraités, ou parmi ses personnels contractuels bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée, une personne chargée d'assurer ces *trois* fonctions. Cette nomination est faite par arrêté du président, assorti d'une lettre de mission adressée par le président à l'intéressé. Le mandat du référent est déterminé par cet arrêté, *la* durée ne pouvant pas être modifiée sans son accord. Au terme de cette période, il peut être procédé, dans les mêmes conditions, au renouvellement de ses missions.

Le référent est désigné à un niveau permettant l'exercice effectif de ses missions. Le président met à la disposition du référent les moyens matériels, notamment informatiques, permettant l'exercice effectif de ses missions. Il dispose notamment d'une adresse courriel dédiée à sa fonction.

Le référent a pour missions de :

- 1° - répondre par ses avis et conseils aux sollicitations sur des questions relatives au respect des obligations et des principes relatifs à la déontologie, à l'intégrité scientifique et à la laïcité, consacrés par les dispositions normatives nationales et la jurisprudence ;
- 2° - créer une culture d'établissement sur la déontologie, l'intégrité scientifique et la laïcité, à travers des actions de sensibilisation, de veille, d'animation et de réflexion afin de faciliter la mise en œuvre de bonnes pratiques de la part des personnels et des étudiants ;
- 3° - représenter l'université auprès de l'Office français d'intégrité scientifique (OFIS), du Réseau national des référents à l'intégrité scientifique (RESINT) et du Réseau national des référents pour la laïcité ;
- 4° - organiser, à son niveau et le cas échéant en coordination avec d'autres référents laïcité, la journée de la laïcité le 9 décembre de chaque année, dans des conditions qu'il détermine (notamment sous la forme d'une diffusion numérique) ;
- 5° - assurer une médiation en cas de conflit ayant pour objet l'une de ses compétences.

Le référent bénéficie d'une indépendance dans l'exercice de ses missions. Il est soumis aux obligations de discrétion et de secret professionnels. L'anonymat des personnes qui le saisissent est garanti, ainsi que celui des personnes impliquées dans tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions, tant que cela est possible au regard de la situation qui lui est soumise. L'autorité hiérarchique n'est pas informée des saisines du référent.

Il peut être saisi par tout personnel en activité à l'université, par le président de l'université ou par tout étudiant ou auditeur libre régulièrement inscrit à l'université.

Le référent est obligatoirement consulté pour avis par le président de l'université dans les situations suivantes :

- existence d'un doute sérieux sur la compatibilité d'un projet de création ou de reprise d'une entreprise avec les fonctions exercées par un fonctionnaire au cours des trois années précédant l'autorisation de cumul d'activités ;
- existence d'un doute sérieux sur la compatibilité de l'activité envisagée par un fonctionnaire avec les fonctions exercées par ce dernier au cours des trois années précédant le début de l'activité ;
- existence d'un doute sérieux sur la compatibilité avec les fonctions exercées au cours des trois années précédant l'entrée en fonction par la personne dont la nomination est envisagée sur un emploi de direction.



La nomination, les missions et les modalités de saisine du référent sont définies par arrêté du président et portées, par le président et par tout moyen, à la connaissance des agents placés sous son autorité, des étudiants et du public.

II- Référent alerte (L. n° 2016-1691 du 09/12/2016 ; D. n° 2017-564 du 19/04/2017)

L'université de la Polynésie française nomme, parmi ses personnels titulaires, en activité ou retraités, ou parmi ses personnels contractuels bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée, une personne chargée d'assurer la fonction de référent alerte. Cette nomination est faite par arrêté du président, assorti d'une lettre de mission adressée par le président à l'intéressé. Le mandat du référent est déterminé par cet arrêté, la durée ne pouvant pas être modifiée sans son accord. Au terme de cette période, il peut être procédé, dans les mêmes conditions, au renouvellement de ses missions.

Le référent est désigné à un niveau permettant l'exercice effectif de ses missions. Le président met à la disposition du référent les moyens matériels, notamment informatiques, permettant l'exercice effectif de ses missions. Il dispose notamment d'une adresse courriel dédiée à sa fonction.

Le référent a pour mission de recueillir les signalements émis par les lanceurs d'alerte, dans les conditions définies par l'article 6 de la loi du 9 décembre 2016 susvisée.

Le référent bénéficie d'une indépendance dans l'exercice de ses missions. Il est soumis aux obligations de discrétion et de secret professionnels. L'anonymat des personnes qui le saisissent est garanti, ainsi que celui des personnes impliquées dans tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions, tant que cela est possible au regard de la situation qui lui est soumise. L'autorité hiérarchique n'est pas informée des saisines du référent.

Il peut être saisi par tout personnel en activité à l'université et par les collaborateurs extérieurs de l'établissement.

La nomination, les missions et les modalités de saisine du référent sont définies par arrêté du président et portées, par le président et par tout moyen, à la connaissance des agents placés sous son autorité et du public.

Sous-titre 2 : Instances professionnelles

Article 32 : Comité technique

Il est créé à l'université de la Polynésie française, un comité technique (CT) présidé par le chef d'établissement, régi par le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État. Le comité technique exerce ses compétences jusqu'au 31 décembre 2022, date à laquelle il fusionne avec le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail pour créer le comité social d'administration de l'université et sa formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.

Le comité technique comprend :

- le président de l'université, qui préside l'instance ;
- le responsable ayant autorité en matière de gestion des ressources humaines, qui assure le secrétariat des séances ;
- 14 représentants du personnel (7 titulaires et 7 suppléants).

Lors de chaque réunion du comité technique, le président est assisté en tant que de besoin par le ou les représentants de l'administration exerçant des fonctions de responsabilité et concernés par les questions ou projets de textes soumis à l'avis du comité technique. Le directeur général des services assiste le président à chaque séance du comité technique.

Seuls les représentants du personnel titulaires participent au vote. Les suppléants n'ont voix délibérative qu'en l'absence des titulaires qu'ils remplacent.

Les représentants de l'administration ainsi que les experts ne participent pas au vote.

Le comité technique est consulté, sur les questions et projets de textes relatifs :

- 1° - à l'organisation et au fonctionnement de l'université ;
- 2° - à la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences ;



- 3° - aux évolutions technologiques et de méthodes de travail des administrations, établissements ou services et à leur incidence sur les personnels ;
- 4° - aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critères de répartition y afférents ;
- 5° - à la formation et au développement des compétences et qualifications professionnelles ;
- 6° - à l'insertion professionnelle ;
- 7° - à l'égalité professionnelle, la parité et à la lutte contre toutes les discriminations.

Il est également consulté sur la politique de gestion des ressources humaines de l'établissement. Un bilan de la politique sociale de l'établissement lui est présenté chaque année (L.951-1-1).

Le comité technique bénéficie du concours du comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail dans les matières relevant de sa compétence et peut le saisir de toute question.

Article 33 : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) est créé au sein de l'université de la Polynésie française, régit par les dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique et du décret n° 2012-571 du 24 avril 2012 relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Le CHSCT exerce ses compétences jusqu'au 31 décembre 2022, date à laquelle il fusionne avec le comité technique pour créer le comité social d'administration de l'université et sa formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail

Outre les attributions définies au titre IV du décret du 28 mai 1982, le CHSCT procède à l'analyse des risques auxquels peuvent être exposés les usagers de l'établissement.

Ce comité comprend :

- le président et le directeur général des services au titre de l'administration ;
- quatorze représentants élus des personnels (sept titulaires et sept suppléants).
- lorsqu'il se réunit en formation élargie : quatre représentants des usagers (deux titulaires et deux suppléants).

Le directeur des ressources humaines assiste aux séances du comité, et en assure le secrétariat.

Le médecin de prévention, l'assistant ou le conseiller de prévention et l'inspecteur santé et sécurité assistent aux séances du comité.

Les représentants des personnels sont désignés librement par les organisations syndicales sur la base des résultats obtenus aux élections du comité technique.

Les représentants des usagers sont désignés librement par les organisations étudiantes sur la base des résultats obtenus aux élections du conseil d'administration.

Le mandat des représentants des personnels est de 4 ans. Le mandat des représentants des usagers est de 2 ans.

Le CHSCT se réunit chaque fois que les circonstances l'exigent, et au minimum trois fois par an.

Article 34 : Comité social d'administration

Le comité social d'administration d'établissement public de l'UPF, placé à partir du 1^{er} janvier 2023 auprès du président de l'université et présidé par lui, est régi par le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'État.

Le comité social d'administration comprend :

- le président de l'université, qui préside l'instance ;
- le responsable ayant autorité en matière de gestion des ressources humaines, qui en assure le secrétariat ;
- 20 représentants du personnel au plus (10 titulaires et 10 suppléants), le nombre de représentants du personnel étant fixé par délibération du conseil d'administration.

Lors de chaque réunion du comité social d'administration, le président est assisté en tant que de besoin



par le ou les représentants de l'administration exerçant des fonctions de responsabilité et concernés par les questions ou projets de textes soumis à l'avis du comité social d'administration. Le directeur général des services assiste le président à chaque séance du comité social d'administration.

Les représentants du personnel titulaires et suppléants sont élus au scrutin de liste. La durée du mandat des représentants du personnel est fixée à quatre ans.

Seuls les représentants du personnel titulaires participent au vote. Les suppléants n'ont voix délibérative qu'en l'absence des titulaires qu'ils remplacent.

Les représentants de l'administration ainsi que les experts ne participent pas au vote.

Le comité social d'administration est consulté sur :

- 1° - les projets de texte réglementaire relatifs au fonctionnement et à l'organisation des services ;
- 2° - les projets de lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, aux orientations générales en matière de mobilité et aux orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels dans les conditions fixées au chapitre Ier du titre Ier du décret du 29 novembre 2019 ;
- 3° - les projets de texte relatifs aux règles statutaires et aux règles relatives à l'échelonnement indiciaire ;
- 4° - le projet de plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, dans les conditions prévues à l'article 1er du décret du 4 mai 2020 ;
- 5° - le projet de document d'orientation à moyen terme de la formation des agents et le plan de formation mentionnés à l'article 31 du décret du 15 octobre 2007 ;
- 6° - les projets d'arrêté de restructuration dans les conditions prévues à l'article 3 du décret du 23 décembre 2019 ;
- 7° - la participation de l'État et de ses établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs personnels, définie par le décret du 19 septembre 2007 ;
- 8° - les projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité et les conditions de travail lorsqu'ils s'intègrent dans le cadre d'un projet de réorganisation de service ;
- 9° - les projets de texte réglementaire relatifs au temps de travail dans les conditions prévues par le décret du 25 août 2000 ;
- 10° - La politique de gestion des ressources humaines de l'établissement.

Le comité social d'administration connaît également des questions pour lesquelles des statuts particuliers prévoient leur consultation.

Le comité social d'administration débat au moins une fois par an de la programmation de ses travaux.

Le comité social d'administration débat également chaque année sur :

- le bilan de la mise en œuvre des lignes directrices de gestion sur la base des décisions individuelles ;
- le rapport social unique qui sert de support à un débat relatif à l'évolution des politiques des ressources humaines.

Le comité social d'administration débat au moins une fois tous les deux ans des orientations générales, présentées en cohérence avec les lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, relatives :

- à l'anticipation de l'évolution des métiers, des effectifs, des emplois et aux politiques de recrutement ;
- à l'accompagnement des projets de mobilité et d'évolution professionnelle ;
- à la politique indemnitaire ;
- à la politique d'insertion, de maintien dans l'emploi et d'accompagnement des parcours professionnels des travailleurs en situation de handicap ;
- à la politique d'organisation du travail et de qualité de vie au travail.

Le comité social d'administration peut examiner toutes questions générales relatives :

- aux politiques de lutte contre les discriminations ;
- aux politiques d'encadrement supérieur ;
- au fonctionnement et à l'organisation des services ;
- à l'impact de l'organisation sur l'accessibilité des services et la qualité des services rendus ;
- à la dématérialisation des procédures, aux évolutions technologiques et de méthodes de travail des administrations, établissements ou services et à leur incidence sur les personnels ;
- aux incidences sur la gestion des emplois des principales décisions à caractère budgétaire ;
- aux domaines mentionnés dans le présent article.

Le comité social d'administration est seul compétent pour connaître de toutes les questions relatives à l'élaboration ou à la modification des statuts particuliers applicables aux fonctionnaires appartenant à



des corps propres à l'établissement ainsi que pour connaître des règles d'échelonnement indiciaire relatives à ces corps.

Article 35 : Formation du comité social d'administration spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail

En application de l'article 9 du décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020, le comité social d'administration de l'UPF comprend une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.

Le nombre de représentants du personnel titulaires dans la formation spécialisée du comité social d'administration est égal au nombre de représentants du personnel titulaires dans le comité. Le nombre de représentants suppléants est égal au nombre de représentants titulaires.

Le président du comité social d'administration préside la formation spécialisée du comité.

Chaque organisation syndicale siégeant au comité social d'administration désigne au sein de la formation spécialisée du comité un nombre de représentants titulaires égal au nombre de sièges qu'elle détient dans ce comité parmi les représentants titulaires et suppléants de ce comité. Ces désignations interviennent dans un délai de quinze jours à compter de la proclamation des résultats.

Les attributions de la formation spécialisée du comité social d'administration sont celles fixées par les articles 56 à 74 du décret n°2020-1427.

Article 36 : Commissions paritaires d'établissement

La commission paritaire d'établissement de l'université de la Polynésie française est compétente à l'égard des corps d'ingénieurs, de personnels techniques et administratifs de recherche et de formation, des autres corps administratifs, techniques, ouvriers, de services sociaux, de santé, et de bibliothèques exerçant à l'UPF. Elle est régie par l'article L.953-6 du code de l'éducation et le décret n°99-272 du 6 avril 1999 relatif aux commissions paritaires d'établissement des établissements publics d'enseignement supérieur.

Cette commission comprend un nombre égal de représentants des membres de ces corps affectés dans l'établissement, désignés par catégorie, et de représentants de l'administration.

Les membres représentant chaque catégorie de fonctionnaires sont élus à la représentation proportionnelle. Les listes de candidats sont présentées par les organisations syndicales qui, dans la fonction publique de l'État, remplissent les conditions fixées à l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Les listes de candidats sont établies par catégorie et groupe de corps. Chaque liste comprend autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir, titulaires et suppléants, pour une catégorie donnée.

Au sein de chaque groupe de corps, chaque liste comprend un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés dans la catégorie concernée. Ce nombre est calculé sur l'ensemble des candidats inscrits sur la liste.

Lorsque l'application de l'alinéa précédent n'aboutit pas à un nombre entier de candidats à désigner pour chacun des deux sexes, l'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi à l'entier inférieur ou supérieur.

Les membres de la commission paritaire d'établissement sont désignés pour une période de quatre années. Leur mandat peut être renouvelé.

La commission paritaire d'établissement est consultée sur les décisions individuelles soumises aux commissions administratives paritaires concernant les membres des corps mentionnés au premier alinéa affectés à l'établissement ; ne peuvent alors siéger que les membres appartenant à la catégorie à laquelle appartient le fonctionnaire concerné et les membres représentant la ou les catégories supérieures ainsi qu'un nombre égal de représentants de l'administration.

L'accès, par inscription sur une liste d'aptitude, à un corps mentionné au premier alinéa, ainsi que l'avancement de grade font l'objet d'une proposition du président de l'UPF ; ces mesures sont prononcées par le ministre.

La commission paritaire d'établissement prépare les travaux des commissions administratives paritaires.



Le décret n°99-272 du 6 avril 1999 détermine les conditions de création, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission paritaire d'établissement.

Article 37 : Commission consultative paritaire compétente à l'égard des contractuels de l'UPF (D. n° 86-83 du 17/01/1986)

Dans tous les établissements publics de l'État, il est institué, par décision du président de l'établissement, une ou plusieurs commissions consultatives paritaires comprenant en nombre égal des représentants de l'administration et des représentants des personnels.

La commission est obligatoirement consultée sur les décisions individuelles relatives aux licenciements intervenant postérieurement à la période d'essai, au non-renouvellement du contrat des personnes investies d'un mandat syndical et aux sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme.

Elle peut en outre être consultées sur toute question d'ordre individuel relative à la situation professionnelle des agents contractuels.

Lorsque la commission consultative paritaire doit se prononcer en matière disciplinaire, seuls les représentants du personnel occupant un emploi de niveau au moins égal à celui de l'agent dont le dossier est examiné, ainsi qu'un nombre égal de représentants de l'administration, sont appelés à délibérer.

En cas de scrutin de liste pour la désignation des représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire, chaque liste de candidats doit comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein de la commission. Ce nombre est calculé sur l'ensemble des candidats inscrits sur la liste correspondant au nombre de représentants titulaires et suppléants à désigner.

Lorsque l'application de l'alinéa précédent n'aboutit pas à un nombre entier de candidats à désigner pour chacun des deux sexes, l'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi à l'entier inférieur ou supérieur.

Un arrêté du président de l'université détermine sa composition, son organisation et son fonctionnement ainsi que les modalités de désignation des représentants des catégories d'agents concernés.

TITRE IV – DISPOSITIONS FINALES

Article 38 : Révision des statuts

Les présents statuts peuvent être modifiés sur proposition du président de l'université ou du tiers des membres du conseil d'administration. Toute proposition de modification des statuts doit être portée à la connaissance des membres du conseil un mois avant la séance où cette proposition viendra en discussion. Elle doit être adoptée à la majorité absolue des membres en exercice du conseil d'administration (L.711-7).

Article 39 : Entrée en vigueur des statuts

Les dispositions des présents statuts entrent en vigueur à la date de leur adoption par le conseil d'administration de l'UPF ou, le cas échéant, aux dates fixées par les lois et règlements applicables aux établissements d'enseignement supérieur.

